

# Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

13 juillet 2020

Rédacteurs

Gestion  
Recherche Economique

## Frénésie

La dernière frénésie acheteuse sur les actions chinoises rappelle celle de mars- avril 2015 lorsque les épargnants chinois ouvraient un nombre vertigineux de compte-titres pour y placer leur épargne. Plus d'un million d'ouvertures étaient enregistrées chaque semaine, encouragées alors par les autorités, œuvrant pour l'ouverture des marchés de capitaux aux investisseurs étrangers mais aussi aux particuliers pour soutenir les besoins de financement de l'économie nationale. Résultat : une congestion des marchés boursiers facilitée par le tout nouveau « connect » qui reliait pour la première fois les bourses de Shanghai et de Hong-Kong, une hausse incontrôlée, suivie d'un effondrement aussi impressionnant , laissant les derniers acheteurs souffrir de cours d'achat qu'ils n'ont jamais revus 5 ans après, et toujours dans l'attente des « dividendes de la réforme ».

Le franchissement de seuils techniques sur les indices locaux et l'afflux de liquidités rappelle aujourd'hui cet épisode euphorique. Un soutien bienvenu à l'heure de la promotion des marchés ChiNext et STAR (les « Nasdaq » des bourses de Shenzhen et Shanghai) leviers indispensables dans le processus de soutien à l'innovation technologique. Si les prêts sur marges sont inférieurs à ceux de 2015, on peut toutefois s'inquiéter de la recrudescence des achats en bourse par endettement alors que les statistiques de ces derniers ne sont plus comparables du fait de l'essor de l'utilisation de plateformes internet d'emprunts et de placements en valeurs mobilières.

Les autorités de tutelle ont donc été obligées de prendre des mesures afin de calmer les ardeurs acheteuses parmi lesquelles le plafonnement à 30Mds de yuans (3.8Mds€) de tout lancement de fonds , contraignant le dernier lancement d'un OPC de la société Penghua à refuser 4 fois ce montant. Autre signe : deux fonds souverains chinois ont annoncé leur intention de céder des participations dans des sociétés chinoises cotées...

Autant d'éléments, au-delà du manque de transparence des sociétés de Chine continentale, qui nous incitent à rester à l'écart de cette zone boursière.

### Sommaire

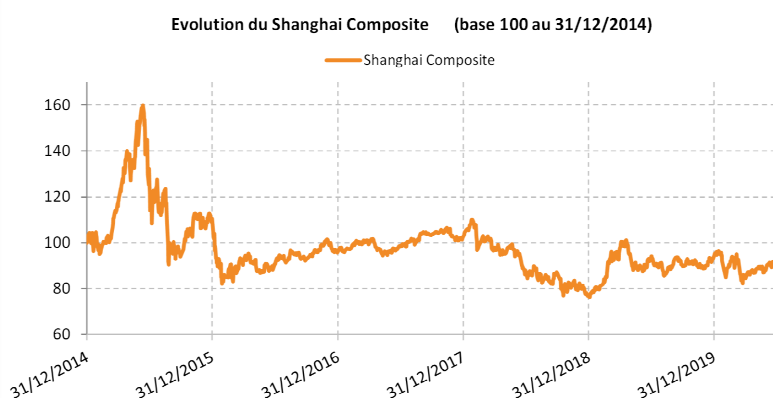
**Suivi des marchés** p2

Marchés obligataires  
Marchés actions

**Suivi macroéconomique** p3

Etats-Unis  
Europe  
Asie

### Focus de la semaine



Source: Bloomberg, Covéa Finance

«... recrudescence des achats en bourse par endettement ...»

# Suivi des Marchés

## Obligataires

Sur la semaine, les rendements obligataires sont en baisse. Aux Etats-Unis, le taux à 10 ans finit la semaine en baisse de 3 points de base (pbs) à 0,64% après avoir touché 0,57% vendredi. En Zone Euro, les rendements sont également en baisse en particulier dans les pays cœurs et sur la partie longue de la courbe des taux. En Allemagne, le taux à 10 ans recule de 3pbs à -0,47% après avoir touché -0,49% vendredi (ses niveaux de mi-mai). De plus, la pente de la courbe allemande s'est aplatie avec un écart entre les taux à 30 ans et à 10 ans en baisse de 3pbs et qui s'approche de 40pbs, son niveau le plus bas depuis la fin avril. En Italie, les obligations sous-performent légèrement et s'écartent de 2pbs contre l'Allemagne à 170pbs de la référence allemande à 10 ans. Enfin, dans les autres pays les taux à 10 ans baissent de 2pbs à -0,14% en France et de 1pb à 0,41% en Espagne.

## Actions

Les marchés actions européens s'apprécient de +0,2% sur la semaine passée (MSCI EMU, indice Union Economique et Monétaire européenne) ce qui porte à -11,5% leur repli depuis le début de l'année. Les tendances sectorielles observées depuis début 2020 se poursuivent et en particulier l'appréciation du secteur technologique (+3,2% sur la semaine et +8,5% depuis le début de l'année) et la baisse du secteur de l'énergie (-2,5% sur la semaine et -31,3% depuis le début de l'année). La publication des résultats du second trimestre de SAP, leader mondial des logiciels de gestion d'entreprises, soutient le secteur technologique. Le titre s'est apprécié de 5,8% sur la semaine suite à l'annonce d'une moindre détérioration de ses ventes de licences pour le second trimestre (ventes en repli de 18% au T2 2020 versus -31% au T1 2020) ainsi que la confirmation de ses perspectives 2020. En ce qui concerne les performances géographiques, la semaine se caractérise par une poursuite de la surperformance des indices pays du Nord de l'Europe. Les indices de référence de la Suède et du Danemark affichent les meilleures performances hebdomadaires, à respectivement +1,7% et +1,5%. D'autre part, l'écart de performance entre la France et l'Allemagne se poursuit à la faveur de l'Allemagne. Le DAX est en repli de -7,1% depuis le début de l'année versus -16,9% pour le CAC40.

Aux Etats Unis le S&P 500 progresse de plus de 1,7% sur la semaine dans un contexte marqué par une sensibilité accrue à l'évolution de la situation sanitaire. La consommation discrétionnaire surperforme nettement, tirée par Amazon qui, à lui seul, progresse de 10% sur la semaine, devant les services de communication (Facebook, Google, Netflix), la technologie (Nvidia, Apple) ainsi si que la consommation de base dont le caractère défensif la rend plus prisée cette semaine. L'engouement pour les GAFAM atteint un paroxysme au moment même où les critiques à leur égard s'exacerbent aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis ou en Asie. En outre, la montée des tensions commerciales avec la Chine, avec le bannissement potentiel total de Huawei et de 5 autres entreprises chinoises, qui implique une probable interdiction d'accès aux contrats fédéraux pour les entreprises utilisant leurs solutions, pourrait non seulement contrarier les géants du numérique et, en cas de riposte, pénaliser d'autres sociétés telles que Qualcomm, Cisco ou Boeing sur le marché chinois. Concernant les baisses, l'énergie sous performe, pénalisée par l'augmentation des stocks aux Etats-Unis et la perspective de redressement de l'offre mondiale de même que l'immobilier et l'industrie. En revanche les financières terminent en hausse à la faveur de la séance de vendredi, dans la perspective de leurs publications de résultats imminentes.

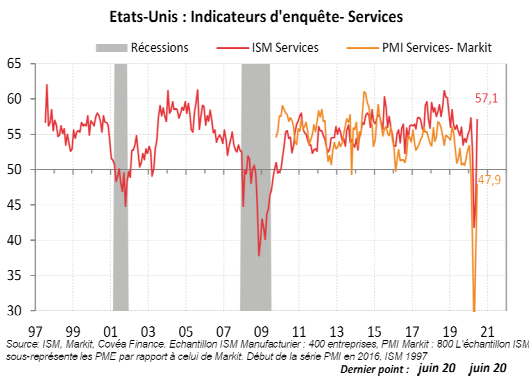
En Asie, la semaine est marquée par des performances contrastées. Les indices chinois, déjà fortement en hausse depuis le début de l'année, s'affichent largement en tête suite à la publication de plusieurs articles dans les médias d'état incitant les investisseurs particuliers à acheter des actions se, et ignorant totalement les tensions politiques sino-américaines ou la remise en cause du statut d'Hong Kong. En revanche, l'Australie arrive en bas de classement suite au reconfinement de 20% de sa population dans la région de Melbourne depuis mercredi, les cas de nouvelles contaminations au coronavirus étant fortement repartis à la hausse. La Thaïlande réagit également négativement à la recrudescence du virus dans le monde, étant particulièrement sensible au tourisme qui pèse près de 20% du PIB. Le Japon est également en baisse suite à la publication du plus grand nombre de nouvelles contaminations depuis la levée de l'état d'urgence le 25 mai dernier. Parmi nos valeurs, on retiendra que Samsung a fait part mardi dernier de ses estimations de résultats pour le deuxième trimestre qui dépassent les prévisions, grâce notamment à la vigueur de la demande pour les puces mémoire.

# Suivi Macroéconomique

## États-Unis

« Rebond contrasté des indicateurs d'activité dans les services en juin »

**Aux Etats-Unis, la détérioration de la situation sanitaire se poursuit. Plus de 60 000 nouveaux cas journaliers ont été relevés pendant 3 jours consécutifs cette semaine**, un niveau qui n'avait jamais été atteint (maximum de 36 000 nouveaux cas/jour mi-avril). A la différence de la vague du mois de mars qui avait principalement touché le nord-est du pays, la progression de l'épidémie concerne une très large part du territoire : 32 Etats affichaient la semaine dernière une croissance du nombre de cas supérieure à 10%. Bien qu'encore très en-deçà du niveau constaté au printemps, le nombre de décès



quotidiens commence lui aussi à accélérer. Cette situation sanitaire implique dans une très grande majorité d'Etat **un durcissement des mesures de distanciations sociales qui pourrait mettre à mal les signaux de redémarrage de l'activité qui avaient suivis la levée des mesures de confinement à partir de mai.**

**Ainsi en témoigne les progrès plus timorés constatés sur le marché du travail américain ces dernières semaines.** Les nouvelles demandes d'allocation chômage ont diminué de 99 000 personnes la semaine du 4 juillet, à 1,314 millions contre 1,413 la semaine précédente. Un rythme de reflux nettement inférieur à celui constaté en avril et mai lors de la phase de réouverture de l'économie et qui confirme une amélioration plus lente de l'emploi depuis la mi-juin. Au-delà de la fin des effets positifs de la

réouverture de l'économie, les craintes liées à la résurgence de l'épidémie et le durcissement des mesures sanitaires depuis la fin juin peuvent également expliquer ces progrès plus limités. Proche de 18 millions de personnes, le niveau absolu des demandes totales d'allocation chômage reste à un niveau extrêmement élevé.

**L'indicateur d'enquête ISM Services s'est redressé assez nettement en juin**, passant de 45,4 à 57,1, soit une progression de 11,7 points. Ce niveau indique une croissance de l'activité en juin relativement au niveau très dégradé de mai, dans un contexte de levée des mesures sanitaires. Les sous-composantes niveau d'activité et nouvelles commandes sont en forte progression à respectivement 66 et 61,6, tandis que l'emploi reste en contraction à 43,1 (le seuil de 50 sépare contraction et croissance). **L'indicateur PMI Services de Markit pour le mois de juin est nettement moins favorable** en progressant seulement à 47,9, soit un niveau décrivant une poursuite de la contraction de l'activité. L'ISM ne précise pas à quel moment est réalisée l'enquête (envoi des questionnaires en début de mois et réponses pouvant aller jusqu'aux derniers jours du mois) mais

### Elections 2020

#### Joe Biden présente son plan de relance

Le candidat démocrate à l'élection présidentielle de novembre, Joe Biden, a dévoilé lors d'un discours le 9 juillet un plan de relance de 700 Mds\$ (3% du PIB) intitulé « Buy American », destiné à raviver l'économie américaine avec une approche centrée sur l'emploi et le secteur manufacturier aux Etats-Unis.

Le plan propose 400 Mds\$ sur 4 ans de dépenses fédérales supplémentaires en biens et services américains pour stimuler l'appareil productif domestique. Par ailleurs, 300 Mds\$ d'investissement seront consacrés sur 4 ans à la recherche et développement dans les technologies de pointe et les énergies vertes. Au-delà des dépenses nouvelles, le candidat démocrate prévoit un renforcement des règles de priorité aux entreprises américaines pour les marchés publics.

Sur le plan international, Joe Biden adopte un ton ferme vis-à-vis de la Chine sur les thématiques commerciales et géopolitiques, mais milite pour une approche coordonnée avec les pays alliés des Etats-Unis face au gouvernement chinois, en opposition avec l'approche bilatérale de l'administration Trump.

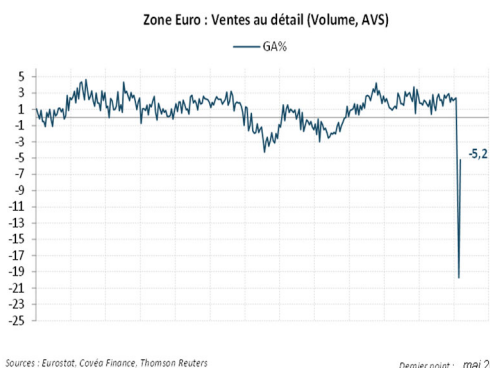
l'enquête PMI de Markit est, elle, complétée sur la deuxième quinzaine du mois. Cette différence de temporalité peut expliquer l'écart important entre les deux indicateurs en juin, au regard de la recrudescence de l'épidémie à partir de la mi-juin et du retour de mesures sanitaires plus drastiques (fermeture des bars et restaurants dans certains Etats).

# Suivi Macroéconomique

## Europe

« Les données économiques de mai profitent d'un large effet de base »

**Le président du conseil européen, Charles Michel, a dévoilé une nouvelle proposition sur le plan de relance européen et le Budget pluriannuel 2021-2027.** C'est sur cette base que les chefs d'Etat négocieront lors du sommet qui se tiendra à Bruxelles du 17 au 18 juillet. Cette proposition vise à permettre un consensus entre les Etats membres et, en particulier, à convaincre les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède et le Danemark qui ont déjà exprimé leur opposition au projet de la Commission européenne qu'ils jugent trop généreux (un plan de relance de 500 Mds€ de subventions et 250 Mds€ de prêts en marge d'un budget pluriannuel 2021-2027 de 1100 Mds€). C. Michel propose notamment une réduction du budget pluriannuel à 1074 Mds€, un maintien des rabais pour les principaux contributeurs au budget et la mise en place d'un dispositif d'ajustement de l'allocation des fonds en 2023 pour tenir compte de l'impact réel de la crise sanitaire sur chaque pays. Le montant alloué au plan de relance reste inchangé mais le remboursement de la dette associée sera légèrement accéléré et se fera notamment via une taxe carbone sur les importations et des impôts sur les géants de la technologie. La mise en place d'un fonds de 5 Mds€ a également été proposée en soutien aux pays qui seraient les plus exposés à un Brexit sans accord.



**Les ventes au détail profitent d'un effet de rattrapage pour enregistrer un rebond marqué en mai 2020.** Alors que les États ont commencé à alléger les mesures du confinement liées au Covid-19, le volume des ventes du commerce de détail corrigé des variations saisonnières a augmenté de 17,8% dans la Zone euro. En glissement annuel, les ventes au détail sont toujours en contraction de 5,1%. Le rebond est particulièrement marqué au niveau du secteur des textiles et habillements qui enregistre une hausse de 147% en mai—le recul en glissement annuel reste toutefois très important à -50,5%. Par pays, les ventes au détail progressent fortement en France (+25,6%) devant l'Espagne (+18%) et l'Allemagne (+13,9%). Eurostat ne publie pas de données sur les ventes au détail italiennes pour le

troisième mois consécutif mais les données nationales indiquent un rebond mensuel de 24,3%. Ces bonnes performances peuvent traduire un effet de rattrapage important, l'emploi d'une partie de l'épargne forcée des ménages (revenus non consommés en lien avec le confinement) ainsi que les mesures gouvernementales de soutien aux revenus des ménages. Le maintien de cette dynamique paraît toutefois illusoire dans la mesure où la dégradation attendue du marché du travail devrait affecter les revenus et la confiance des ménages. Une part significative de leur épargne forcée pourrait ainsi se transformer en épargne de précaution. **Les données des comptes financiers des ménages pour le premier trimestre indiquent une augmentation très importante du taux d'épargne à un plus haut historique de 16,9% alors que la consommation a reculé.**

**Du côté de l'industrie, la production progresse en mai dans les principaux pays de la Zone euro mais reste loin de compenser le choc initial.** Ce rebond reflète l'assouplissement des mesures de distanciation sociale et la reprise de l'activité pour de nombreuses entreprises. En glissement annuel, la production industrielle rebondit de 19,6% en France, 42,1% en Italie, 14,7% en Espagne et 7,8% en Allemagne. Toutefois, ces chiffres sont à nuancer par les taux de croissance en glissement annuel qui décrivent des industries qui sont toujours très loin d'avoir retrouvé leurs niveaux d'avant crise. Sur un an, la production industrielle recule de 21,2% en France, 20,3% en Italie, 24,5% en Espagne et 19,4% en Allemagne. Malgré les effets de rattrapage dont bénéficie l'industrie, sa production reste amputée d'environ un cinquième par rapport à mai 2019.

**Les flux commerciaux se reprennent également.** Les données du mois de mai indiquent une interruption de la dégradation des importations et des exportations en France et en Allemagne. Ainsi, en France, le niveau des échanges atteint environ 75% des niveaux d'avant-crise. En Allemagne, les flux commerciaux suivent une trajectoire similaire. Les exportations progressent de 9,0% par rapport aux mois précédent tandis que les importations enregistrent une hausse de 3,5%. Une partie de ce rebond est mécanique et il faudra attendre encore quelques mois avant de distinguer une tendance claire.

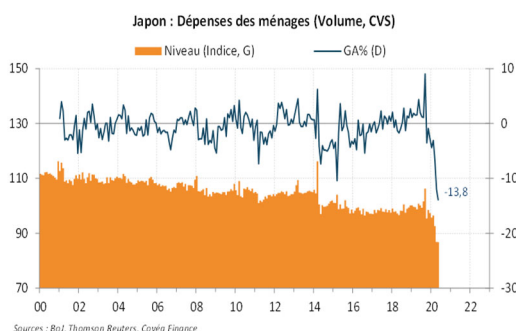
**La Commission européenne prévoit désormais que l'économie de la Zone euro devrait enregistrer une contraction de 8,7% en 2020, et croître de 6,1% en 2021.** La Commission Européenne a donc nettement dégradé ses projections par rapport à celles de mai. La Commission note que « l'intensité de la baisse de la production en 2020 et la force du rebond en 2021 devraient être sensiblement divergents » entre les pays. Ainsi, l'ampleur de la baisse du PIB serait plus importante en Italie (-11,2%), en Espagne (-10,9%) et en France (-10,6%). Le PIB de l'Allemagne ne se contracterait « que » de 6,3%, soit l'une des contractions les plus faibles de la Zone euro.

**Au Royaume-Uni, le gouvernement britannique a annoncé un plan de soutien de 30 Mds£.** Il s'agit de la « deuxième phase » de la réponse budgétaire du gouvernement avec des mesures visant principalement à protéger l'emploi et la liquidité des entreprises. Le gouvernement prévoit notamment : (i) un mécanisme offrant 1000£ aux entreprises pour chaque salarié

# Suivi Macroéconomique

## Asie et reste du monde

« Au Japon, consommation et rémunération sont en baisse »



**Les données de rémunération des employés japonais illustrent l'impact des mesures sanitaires prises sur ce début d'année sur les salaires, qui enregistrent une contraction nominale de 0,9%**, liée à la baisse de la part de la rémunération provenant des heures supplémentaires qui sont bien moins fréquentes dans un contexte de recul de l'activité.

**Du côté des ménages, la consommation est restée déprimée en mai sur des niveaux historiquement faibles.** Relativement à mai 2019, les dépenses des ménages sont en baisse de près de 14%, avec une visibilité extrêmement réduite sur la capacité de rebond de ces dépenses, le volume de consommation des ménages japonais s'inscrivant en baisse structurelle depuis près de 20 ans.

**En Chine,** l'inflation est restée globalement stable au mois de juin avec des prix à la consommation en hausse de 2,5% sur 12 mois.

# Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		févr.-20	mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20	juil.-20	
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-0,2	-4,9	-16,2	-15,3			
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	3,1	-4,3	-16,3	-9,8			
	Créations / Destructions nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	251	-1373	-20787	2699	4800		
	Exportations (volume, CVS, GA%)	1,3	-5,1	-22,0	-28,3			
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	3,0	3,4	8,0	6,6	5,0		
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	2,3	1,5	0,3	0,1			
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, Md€)	4483,9	4600,7	4673,4	4729,1		
		Taux de chômage (%de la population active)	7,2	7,1	7,3	7,4		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,2	0,7	0,3	0,1	0,3	
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	94,0	80,8	70,2	81,6	93,3	
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	2,8	-0,3	-6,3	7,3		
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	1,9	-15,2	-37,1	-29,4		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	1,5	-11,5	-31,0	-25,5		
	France	Banque de France - Climat des affaires (indice)	94,8	53,9	50,0	83,1	89,2	
		Climat dans le secteur de la construction (indice)	10,8	8,9	-16,0	-19,2	-16,1	
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	-1,3	-16,5	-32,7	-8,3		
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-1,5	-17,8	-35,0	-23,4		
	Italie	Exportations (valeur, CVS, GA%)	-1,2	-18,7	-44,1	-37,3		
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,3	-29,4	-43,4	-20,3		
		PMI Manufacturier (Indice)	48,7	40,3	31,1	45,4	47,5	
	Espagne	Exportations (valeur, CVS, GA%)	4,4	-14,4	-44,0			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-1,7	-14,1	-34,1	-24,5		
		PMI Manufacturier (Indice)	50,4	45,7	30,8	38,3	49,0	
	Royaume-Uni	Exportations (valeur, CVS, GA%)	1,0	-16,1	-39,8			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-3,4	-8,2	-24,4			
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	0,0	-6,0	-22,7	-13,2		
	Asie	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,7	1,5	0,8	0,5		
		Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	-3,1	-6,9	-12,0	-13,9		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-5,8	-10,6	-22,7	-25,5		
		Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)	0,8	0,1	-0,7	-2,1		
Chine	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,5	0,4	0,1	0,0			
	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	-13,5	-1,1	3,9	4,4			
	Ventes immobilières résidentielles (volume, GA% moyen depuis le début de l'année)	-39,2	-25,9	-18,7	-11,8			
Autres émergents	Imports (valeur, NCVS, GA%)	126,5	-1,0	-14,2	-16,7			
	Brésil	Production industrielle (volume, CVS, GA%)	0,2	-8,0	-25,6	-20,4		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	4,0	3,3	2,4	1,9	2,1	
	Russie	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	3,3	0,4	-6,6	-9,6		
Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)		2,3	2,6	3,1	3,0	3,2		

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Économiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Covéa Finance

# Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	25/06/20	10/07/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 25/06/20 (% ou pbs)*
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	0,25	0,25	-1,50	0,00
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		BOE	0,75	0,10	0,10	-0,65	0,00
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00
		Banque de Corée	1,25	0,50	0,50	-0,75	0,00
		Brésil	4,50	2,25	2,25	-2,25	0,00
		Russie	6,25	4,50	4,50	-1,75	0,00
		Inde	5,15	4,00	4,00	-1,15	0,00
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00
	Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	0,69	0,64	-1,27	-0,04
		France OAT	0,12	-0,12	-0,14	-0,26	-0,02
		Allemagne	-0,19	-0,47	-0,47	-0,28	0,00
		Italie	1,41	1,31	1,23	-0,19	-0,08
		Royaume-Uni	0,82	0,15	0,16	-0,67	0,00
		Japon	-0,01	0,02	0,03	0,04	0,01
Corée du Sud		1,63	1,34	1,40	-0,23	0,06	
Brésil		3,71	4,90	4,80	1,09	-0,10	
Russie	6,28	5,72	5,81	-0,48	0,09		
Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	235,0	235,7	-0,83	0,32	
Marchés des changes	Contre euro (1 € =...devises)	Dollar	1,12	1,12	1,13	0,8	0,7
		Sterling	0,85	0,90	0,90	5,8	-0,9
		Yen	121,8	120,3	120,9	-0,7	0,5
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1167	1205	1204	3,2	0,0
		Real brésilien	4,0	5,4	5,3	32,1	-0,7
		Rouble	62,1	69,0	70,7	13,9	2,4
		Roupie indienne	71,4	75,7	75,2	5,4	-0,6
		Yuan	7,0	7,1	7,0	0,6	-1,1
Marchés actions	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	3084	3152	-2,4	2,2
		Japon - Nikkei 300	352	323	319	-9,5	-1,3
		France - CAC 40	5978	4919	4970	-16,9	1,1
		Allemagne - DAX	5971	5302	5489	-8,1	3,5
		Zone euro - MSCI EMU	132	114	116	-11,8	2,3
		Royaume-Uni - FTSE 100	7542	6147	6095	-19,2	-0,8
		Corée du Sud - KOSPI	2175	2112	2150	-1,1	1,8
		Brésil - Bovespa	118573	95983	100032	-15,6	4,2
		Russie - MICEX	3076	2761	2801	-9,0	1,5
		Inde - SENSEX	41254	34842	36594	-11,3	5,0
		Chine - Shanghai	3050	2980	3383	10,9	13,6
		Hong Kong - Hang Seng	28190	24782	25727	-8,7	3,8
		MSCI - BRIC	1129	1039	1132	0,3	9,0
	Euro	S&P (€)				-3,2	1,5
		Nikkei 300 (€)				-8,8	-1,8
FTSE 100 (€)					-23,6	0,0	
Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	317	351	-9,4	10,7
		Indice CRB**	402	362	364	-9,5	0,4
	Energétiques	Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	41	43	-34,5	5,3
	Métaux précieux	Prix de l'once d'Or	1523	1762	1804	18,4	2,4
		Prix de la tonne de cuivre	6174	5893	6412	3,9	8,8

\*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

\*\*CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Économiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document.

Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.